

---

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

**Marché n°2020.16**

---

Marché établi en application du Code de la commande publique

**OBJET DU MARCHÉ :**

**« Conception, mise en œuvre et maintenance d'une plateforme de  
gestion de la relation partenariale interservices 360° »**

Le présent CCAP comporte 9 feuillets numérotés.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2 – DEFINITION DU BESOIN.....	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE.....	3
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 6 – LIEUX D’EXECUTION .....	4
ARTICLE 7 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	4
ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION .....	5
ARTICLE 9 – PENALITES DE RETARD .....	6
ARTICLE 10 – ASSURANCE DU TITULAIRE .....	6
ARTICLE 11 – PRIX .....	6
ARTICLE 12 – MODE DE REGLEMENT – PAIEMENT .....	6
ARTICLE 13 – AVANCE FORFAITAIRE .....	8
ARTICLE 14 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 15 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE.....	8
ARTICLE 16 – ASSURANCE .....	8
ARTICLE 17 – MODIFICATION DU MARCHÉ .....	8
ARTICLE 18 – DROIT ET LITIGES .....	8
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	9

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la conception, la mise en œuvre, l'hébergement, la maintenance et l'exploitation d'une plateforme de gestion de la relation partenariale (GRP) satisfaisant aux exigences d'une vue interservices 360° (formation continue, insertion professionnelle, recherche/valorisation, mécénat/réseau alumni, relation partenariale ...).

La plateforme de GRP aura pour objectifs d'aider l'Université de Lille à :

- Augmenter les ressources propres ;
- Centraliser les données afin d'avoir une vision multidimensionnelle de la performance ainsi qu'une dimension prévisionnelle. La volumétrie initiale est d'environ 15000 contacts.
- Construire un historique des échanges de l'université avec le monde socioéconomique.
- Sécuriser et optimiser le flux des données pour assurer la confidentialité des informations
- Automatiser certaines tâches administratives pour bannir la sur-saisie des opérationnels, en temps, en qualité et en coût dans la gestion des processus métiers (relance par filtres des entreprises, activités de marketing, gestion de la taxe d'apprentissage et fundraising, saisie des contacts et partenaires, et mécénat...);

Les prestations demandées au titulaire sont notamment la fourniture de la solution logicielle, la gestion du projet, les prestations de conseil et d'expertise, l'installation, le paramétrage initial, la personnalisation et la mise en service du produit, la mise en place de l'interopérabilité et la reprise de l'existant et de l'application mobile ainsi que la formation, la maintenance, l'assistance et l'accompagnement à l'utilisation.

## ARTICLE 2 : DEFINITION DU BESOIN

Les caractéristiques des prestations sont définies dans le Cahier des clauses Techniques Particulières (CCTP).

## ARTICLE 3 : PROCEDURE

### **3.1 - Définition de la procédure**

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée selon les dispositions des articles R.2123-1, 1°, R.2123-4, R.2123-5 du code de la commande publique.

Le marché global (maintenance 3 ans comprise) ne devra pas dépasser le montant du seuil de procédure formalisée (soit 139 k€ HT)

### **3.2 – Forme du marché**

Le marché est composé d'un lot unique.

### **3.3 - Variantes à l'initiative du candidat**

En vertu de l'article R.2151-8 du code de la commande publique, il est précisé que aucune variante libre émanant des candidats n'est autorisée par le Pouvoir Adjudicateur.

### **3.4 - Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)**

Le marché comporte des PSE obligatoires.

Option 1 (PSE) (à chiffrer obligatoirement) : Hébergement externe (chez prestataire)

Option 2 (PSE) (à chiffrer obligatoirement) : Hébergement en interne (université)

## ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'ATTRI1 (Acte d'Engagement) et son annexe (Bordereau de prix)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seule foi,

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) valant cahier des charges dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seule foi
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG/TIC) approuvé par l'Arrêté du 16 septembre 2009 et publié au Journal Officiel du 16 octobre 2009

**Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.**

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque, et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Son offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français de même les emballages et les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché.

## **ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHE**

### **5.1 - Concernant l'acquisition du logiciel et de la solution**

La durée du marché correspond aux délais de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche, de formation indiqués dans le bordereau de prix et le mémoire technique

Ces délais sont applicables à compter de la notification du marché (Date prévisionnelle de notification : vers le 20 mai 2020)

Le candidat doit préciser dans son offre les éléments de planning pour le projet notamment le délai de mise en œuvre à partir de la notification du marché, le découpage en phases, la composition de l'équipe projet.

Une plateforme opérationnelle devra être disponible au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Un procès-verbal d'admission sera établi, attestant de la bonne exécution des prestations.

### **5.2 – Concernant la période de garantie**

La période de garantie légale démarre à compter de la décision d'admission des prestations prévue à l'article 8 du présent CCAP

### **5.3 – Concernant la maintenance**

Pour les prestations de maintenance comprises dans l'offre du candidat, elles prennent effet à compter de la date de mise à disposition du logiciel.

## **ARTICLE 6 - LIEUX D'EXECUTION**

Les fournitures et prestations seront livrées à l'adresse suivante :

**Université de Lille**  
42 rue Paul Duez  
59000 Lille

## **ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le candidat indiquera et adaptera les différents délais sur le bordereau de prix et dans le mémoire technique (planning) sur lesquels il s'engage et respectant les échéances reprises dans le C.C.T.P et ci-dessous :

-Délai de livraison du CRM : le 3 juillet 2020

-Installation : délai maximum 23 juillet 2020 (*18 jours ouvrés à compter de la livraison*)

-Mise en ordre de marche : délai maximum Septembre 2020 (40 jours ouvrés à compter de la livraison)  
-Formation : délai maximum décembre 2020 (40 jours ouvrés à compter de la mise en ordre de marche)  
Nombre de personnes : 5 administrateurs/ administrateurs bis puis 15 utilisateurs finaux

La notion de livraison correspond à la phase d'intégration de la solution (paramétrage comptes, contacts, affiliation, relations, opportunités, utilisateurs ...sur environnement d'intégration)

La notion d'installation du CRM englobe l'activation des connecteurs, la reprise des données, la migration finale de données ...

La notion de mise en ordre de marche fait référence au paramétrage réalisé sur environnement test avant mise en production définitive et à la formation des administrateurs

La notion de formation renvoie à la formation sur journées-ateliers ponctuelles tout au long du déploiement de la solution, à celle des utilisateurs finaux et à l'apport d'un support post-démarrage

Un bon de commande sera établi pour les phases allant jusque septembre et un autre pour la recette finale et formation en décembre

De manière générale, il sera fait application des articles 16 à 22 du CCAG-TIC pour l'exécution de la prestation et des articles 31 à 34 pour la maintenance

## ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Par dérogation aux articles 25 et 26 du CCAG-TIC, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous par le Responsable concerné ou son mandataire dûment habilité en lieu et place du Pouvoir Adjudicateur.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes sont retournés au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a charge complète de les remplacer également à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au marché.

- Etape 1 :** la mise à disposition de la plateforme devra être constatée de manière contradictoire ;  
→ **point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison prévues à l'article 9 du présent CCAP.**
- Etape 2 :** l'installation et la mise en ordre de marche devra être constatée de manière contradictoire ;  
→ **point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai d'installation et de mise en ordre de marche prévues à l'article 9 du présent CCAP.**
- Etape 3 :** la formation devra être constatée de manière contradictoire :  
→ **point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de formation prévue à l'article 9 du présent CCAP.**
- Etape 4 :** si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le Représentant concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission de la prestation

L'admission, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement des sommes dues.

**A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé sera remis au titulaire.**

De manière générale, il sera fait application des articles 23 à 30 du CCAG-TIC concernant la constatation de l'exécution et de la garantie

Concernant le régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats à l'exclusion des logiciels standards (article 38 du CCAG-TIC), l'option B retenue s'applique (Cession exclusive des droits du titulaire au pouvoir adjudicateur)

## ARTICLE 9 – PENALITES DE RETARD

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, une pénalité journalière de 200 euros HT (en jours calendaires) sera appliquée en cas de retard dans l'installation et/ou la mise en service de la solution logicielle.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, pour tous les autres manquements aux obligations contractuelles et en cas de retard, d'interruption ou d'insuffisance dans l'exécution du marché (notamment dans le cas d'indisponibilité) il est fait application, sans mise en demeure, d'une pénalité égale à 500 euros HT par manquement et par jour calendaire de retard dans la résolution du manquement. Par ailleurs, l'application des pénalités se fera dès le premier euro (par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC)

Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

## ARTICLE 10 : ASSURANCE DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à souscrire les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations, du matériel ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat d'assurance, le titulaire s'engage à la prendre intégralement à sa charge.

## ARTICLE 11 - PRIX

### **11.1. - Prix de règlement**

Le prix d'achat est ferme.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement les prestations, ainsi que les frais afférents à l'assurance de l'ensemble des prestations, au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison. Il comprend également la prestation de livraison et d'installation et la garantie légale.

Conformément à l'article 10 du CCAG-TIC, le prix de règlement des produits objet du marché est établi à partir des propositions hors taxes (HT) en euros du titulaire. A ces prix s'appliquera la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de la livraison.

### **11.2. - Frais de port**

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage standard.

## ARTICLE 12 – MODE DE REGLEMENT – PAIEMENT

### **12.1. – Facturation électronique**

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique aux contrats en cours d'exécution ou conclus postérieurement :

- au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : pour les grandes entreprises et les personnes publiques ;
- au 1<sup>er</sup> janvier 2018 : pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- au 1<sup>er</sup> janvier 2019 : pour les petites et moyennes entreprises ;
- au 1<sup>er</sup> janvier 2020 : pour les microentreprises.

Cette transmission de factures se fait par l'utilisation du portail Chorus Pro.

Le Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique précise en son article R.2392-3 que l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

**La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 023 583 00011 et TVA intracommunautaire : FR05 130 023 583, pas de code service).**

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : [facturier-ulille@univ-lille.fr](mailto:facturier-ulille@univ-lille.fr)

La facture doit **impérativement** comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- **la mention : « Marché n°2020.16 »,**
- **le n° de bon de commande (commençant par 45....)**
- **la référence du devis**
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- la désignation en clair de la prestation,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC),

Les paiements s'effectueront à chaque phase réceptionnée (service fait) : septembre et décembre (recette finale) selon le planning fourni et les prix indiqués sur le bordereau de prix

**12.2.** - Les sommes dues, autres que celles visées à l'article 10, sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par le service facturier, après admission du matériel.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

**12.3.** - Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

**12.4** - L'ordonnateur de la dépense est **Monsieur le Président de l'Université de Lille**.

**12.5** - Le comptable assignataire de la dépense est :

**Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille**  
Rue du Barreau BP60149  
59653 Villeneuve d'Ascq.

## **12.6 – Nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille

## **12.7 – Cautionnement**

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

## **ARTICLE 13 – AVANCE FORFAITAIRE**

Conformément aux articles R.2191-4 à R.2191-12 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique, sauf refus du titulaire exprimé dans l'ATTRI 1, une avance forfaitaire de 5% sera versée dans les conditions prévues aux articles susvisés.

## **ARTICLE 14 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

## **ARTICLE 15 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE**

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université de Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

## **ARTICLE 16 – ASSURANCE**

Le prestataire a obligation de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable, une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle et couvrant pour tous les risques d'accidents dommages causés à toutes personnes et dont il serait tenu responsable conformément aux dispositions du CCAG applicables aux techniques de l'information et de la communication.

## **ARTICLE 17 – MODIFICATION DU MARCHE**

Pour l'ensemble des cas cités aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique, toute modification du marché en cours d'exécution sera constatée par un avenant.

L'avenant ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou de bouleverser son économie.

## **ARTICLE 18 – DROIT ET LITIGES**

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

**Tribunal Administratif de Lille**  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039  
59014, Lille Cedex  
Téléphone : (+33) 3 59 54 23 42  
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr



**ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS**

Il est dérogé aux articles 14, 25 et 26 du CCAG-TIC par les articles 8 et 9 du présent CCAP (cf. tableau récapitulatif ci-dessous).

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG/TIC
article 8	articles 25 et 26
article 9	article 14

Fait en un exemplaire original unique

A..... le .....

A Lille, le .....

Le Représentant désigné de la société  
(*prénom, nom + signature + cachet commercial*)

Le Pouvoir Adjudicateur,